



Paris, le 14 décembre 2016

Monsieur le Premier Ministre
Bernard CAZENEUVE

Objet : La lutte contre la traite des êtres humains, Grande Cause Nationale 2017

Monsieur le Premier Ministre,

Le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » souhaite que la traite des êtres humains soit Grande Cause Nationale en 2017. Cette traite fait aujourd'hui de nombreuses victimes en France comme dans l'ensemble du monde. Il est urgent d'utiliser tous les moyens possibles pour rendre visible ce fléau et le combattre surtout dans le contexte mondial actuel. Les 25 associations du Collectif que vous aviez rencontrées le 23 septembre 2014 au [Ministère de l'Intérieur](#) soutiendront toute initiative dans ce sens et disposent déjà d'outils à partager.

Le Collectif insiste sur le fait que la traite des êtres humains doit être considérée sous toutes ses formes comme le dispose l'article 225-4-1 du code pénal : exploitation sexuelle, exploitation par le travail, mendicité forcée, trafic d'organes, contrainte à commettre des délits...

La loi du 13 avril 2016 qui se rapporte à la traite à des fins d'exploitation sexuelle permet à certaines victimes de traite de mieux accéder à leurs droits et de bénéficier de la protection que notre pays s'est engagé à garantir à toutes les victimes. C'est pourquoi le Collectif demande qu'une approche similaire s'applique à toutes les autres formes de traite des êtres humains, tant pour l'identification des victimes, leur protection que pour l'accès aux droits.

Le Collectif insiste sur la nécessité de rattacher la lutte contre la traite des êtres humains aux services du Premier Ministre pour ne pas limiter la question à une partie du public concerné. Il souhaite également que soit élaboré au plus vite le nouveau Plan national d'action contre la traite des êtres humains auquel il devrait être associé. Le Collectif insiste aussi sur la nécessaire mise en place d'un réel mécanisme national de référence sur l'identification et la protection des victimes de traite. Il est urgent qu'une réflexion sur ce sujet, associant gouvernement et société civile, soit organisée.

Le Collectif serait honoré de vous rencontrer pour vous présenter les nouveaux outils #INVISIBLES qu'il a créés dans le but de mieux repérer et identifier les enfants victimes de traite en France. Des outils qu'il souhaiterait voir diffusés dès 2017, avec votre appui, sur l'ensemble du territoire national à travers les institutions: Education nationale, Intérieur, Justice, Affaires sociales, Santé...

En vous remerciant de prendre en compte leur requête d'élire la traite des êtres humains comme Grande Cause Nationale, les membres du Collectif vous prient d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de leur très haute considération.

Le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »

Associations membres du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »

Action Catholique des Femmes, AFJ, Agir Contre la Prostitution des Enfants, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Amicale du Nid, Armée du Salut, Association pour la Réadaptation Sociale, Aux Captifs la Libération, Comité Contre l'Esclavage Moderne, Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine, Congrégation Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant, ECPAT France, Espoir-CFDJ Service Jeunes Errants, Fédération de l'Entraide Protestante, Fondation Jean et Jeanne Scelles, Hors la rue, Justice et Paix France, La Cimade, Les Champs de Booz, Mouvement du Nid, Organisation Internationale Contre l'Esclavage Moderne, Planète Enfants, SOS Esclaves, Secours Catholique - Caritas France.

www.contrelatraite.org **Coordination/Contact : genevieve.colas@secours-catholique.org / 06 71 00 69 90**



Copies :

- *Madame la Ministre des Familles, de l'Enfance, et du Droit des Femmes, Laurence Rossignol*
- *Madame la Secrétaire Générale de la MIPROF, Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, Elisabeth Moiron-Braud*
- *Madame la Présidente de la Commission Nationale Consultative des droits de l'Homme, Christine Lazerges*
- *Monsieur le Défenseur des Droits, Jacques Toubon et Madame la Défenseure des enfants, Geneviève Avenard*